

Quel mariage entre formation et Emploi des jeunes pour une capitalisation du dividende au Burkina Faso ?

Introduction

Dans le monde, plus d'une personne sur six a entre 15 et 24 ans. Pourtant, de toutes les tranches d'âge, les 1,2 milliard d'adolescents et de jeunes adultes sont sans doute les plus négligés par les experts des politiques publiques, les théoriciens de l'entreprise et les chercheurs universitaires¹. On s'intéresse davantage aux 810 millions de plus de 60 ans, dont le nombre croissant menace partout les systèmes de protection sociale. Pourtant, il incombe aux jeunes d'assurer les succès économiques futurs et la stabilité sociale. Pour leur permettre de prendre l'initiative, il faut bien sûr qu'ils disposent d'une éducation solide et soient en bonne santé.

Le Burkina Faso connaît depuis le milieu des années 1980 une croissance économique moyenne appréciable, d'environ 5% par an. Il faut espérer que cette croissance se poursuive, s'amplifie et devienne aussi moins irrégulière et vulnérable aux chocs extérieurs. En un mot, elle doit devenir forte et durable si l'on veut réduire la pauvreté qui concerne toujours près d'un Burkinabè sur deux. Le Burkina Faso dispose d'énormes atouts pour atteindre cet objectif avec l'urbanisation, l'arrivée massive de jeunes sur le marché de travail, conséquences de la forte croissance démographique passée, peuvent constituer autant de moyens pour accroître la productivité des travailleurs burkinabè et conforter la croissance économique du pays.

Cependant, la forte croissance démographique du Burkina continue de freiner l'amélioration du niveau de vie de sa population en limitant à environ 2% par an l'augmentation du PIB réel par tête, ce qui correspond à un doublement du PIB par tête tous les 35 ans. En raison de l'extrême jeunesse de la population - deux Burkinabè sur trois ont moins de 25 ans - la population totale du pays doublera d'ici 2030 et la population urbaine triplera. Il ne sera donc pas facile de répondre aux besoins essentiels de la population, et en particulier des jeunes.

Si le pays parvient à planifier et à effectuer les investissements nécessaires dans les jeunes pendant la transition démographique², ils peuvent créer un cercle vertueux consistant à améliorer l'éducation, le capital humain et la productivité économique. C'est la voie qu'ont choisi les Tigres Asiatiques, puis plus tard, de nombreux pays Latino-Américains pour sortir de la pauvreté. Les Tigres asiatiques ont su profiter du poids démographique des jeunes parce qu'ils ont investi massivement et longtemps dans l'éducation et ont en outre mené les réformes et les initiatives économiques nécessaires dans le marché de l'emploi.

Le dividende démographique n'est pas seulement subordonné aux taux de natalité, il exige également des politiques sociales et économiques, notamment l'ouverture au commerce, des marchés de l'emploi flexibles et des investissements dans le capital humain, y compris dans l'éducation. Cette étude analyse le système éducatif Burkinabé dans le post-primaire (la situation de l'éducation), avec les besoins en capital humain sur le marché de l'emploi. Plus spécifiquement elle analyse la relation entre le taux d'emploi et le niveau d'éducation, le type de formation (enseignement général versus enseignement technique) et revenus par niveau d'éducation: taux de chômage par niveau d'éducation, profil des sortants et besoins actuels de l'économie...).

¹ (Bloom, David E., 2012)

² Le point auquel les taux de natalité et de mortalité passent d'un niveau élevé à un niveau faible

I. Éducation-formation-emploi : un mariage indispensable pour le dividende démographique

Le rôle de l'éducation et du capital humain dans l'encouragement de la croissance des économies et dans l'amélioration du bien-être des populations est entièrement reconnu dans la littérature économique. Il se reflète en permanence dans le discours politique, dans les pays tant développés qu'en développement. Les liens entre éducation-formation-emploi ont été longuement débattus par les économistes classiques et contemporains avant de voir le jour chez les démographes avec le dividende démographique considéré comme une opportunité de croissance économique pour les pays africains. De la théorie du capital humain aux autres théories complémentaires (théorie du filtre, théorie du signal) sans oublier les théories contestataires (les modèles de concurrence et la théorie des attitudes), les auteurs n'ont cessé de montrer le lien entre éducation-formation et emploi.

A la suite des économistes, les démographes vont aller au-delà des critiques... pour définir une chaîne d'étape du dividende démographique³ dans laquelle le lien entre efficacité interne et externe des systèmes éducatifs constitue un maillon de la chaîne pour une diminution réel du taux de dépendance. Cette chaîne d'étape qui passe par la baisse de la fécondité, la baisse du taux de dépendance démographique et réel, l'augmentation de l'épargne et de l'investissement et la croissance économique constitue le processus d'entrée dans la fenêtre d'opportunité. Dans cette chaîne d'étape, même si la base est la baisse de la fécondité, l'investissement dans le capital humain à travers l'éducation reste incontournable pour un taux de dépendance réel faible.

Le Burkina Faso, à l'instar des autres pays au Sud du Sahara, a fait de l'éducation un élément prioritaire du développement. La loi d'orientation de l'éducation adoptée en Juillet 2007 dans le cadre de la réforme du système éducatif a défini la structuration actuelle du système éducatif qui comprend : l'éducation de base, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur (figure 1). Avec le projet PDDEB, l'enseignement de base a connu une amélioration au cours des dix dernières années avec beaucoup de promis dans le secondaire. Cependant l'arrivée de ses effectifs dans le secondaire connaît un goulot d'étranglement au niveau des établissements portant atteinte à la qualité d'où notre intérêt sur l'enseignement secondaire 2nd cycle et le supérieur.

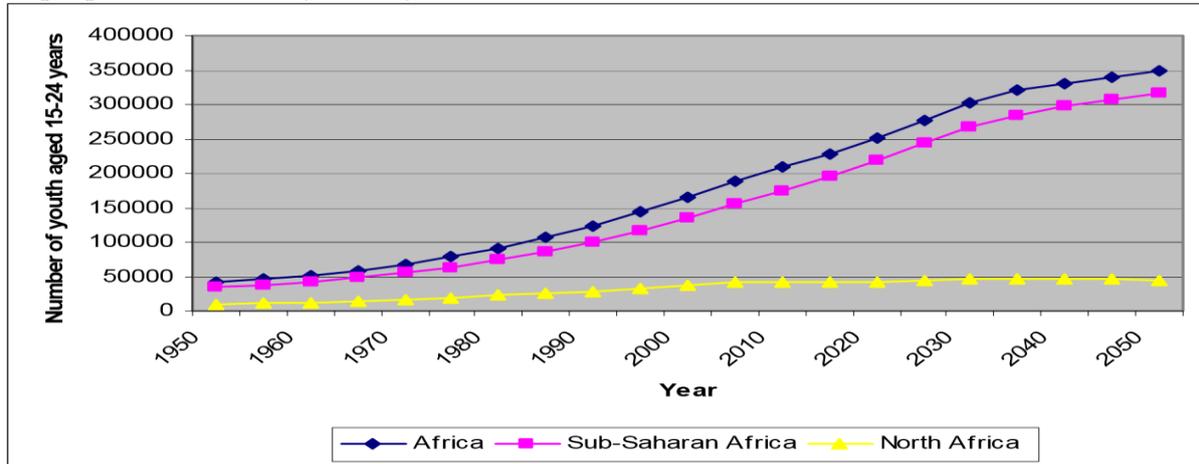
II. Résultats préliminaires

1. Evolution de la population des jeunes de 15-24 ans de l'Afrique de 1950 à 2050

L'analyse des populations des jeunes de 1950 à 2050 dans le continent africain montre que cette population va encore augmenter. Cette augmentation sera plus importante en Afrique Subsaharienne qu'en Afrique du Nord (Graphique 1). Il faut donc pour cela créer de nouveaux emplois dans cette partie de l'Afrique, avec des mécanismes efficaces de connexion, mais aussi faire en sorte que les jeunes s'intègrent complètement à la société et reçoivent une part équitable de ses ressources et avantages.

³ coup de pouce historique que le changement démographique (notamment dans la structure par âge) peut donner au développement socioéconomique

Graphique 1 : Nombre de jeunes âgés 15–24 ans, 1950–2050



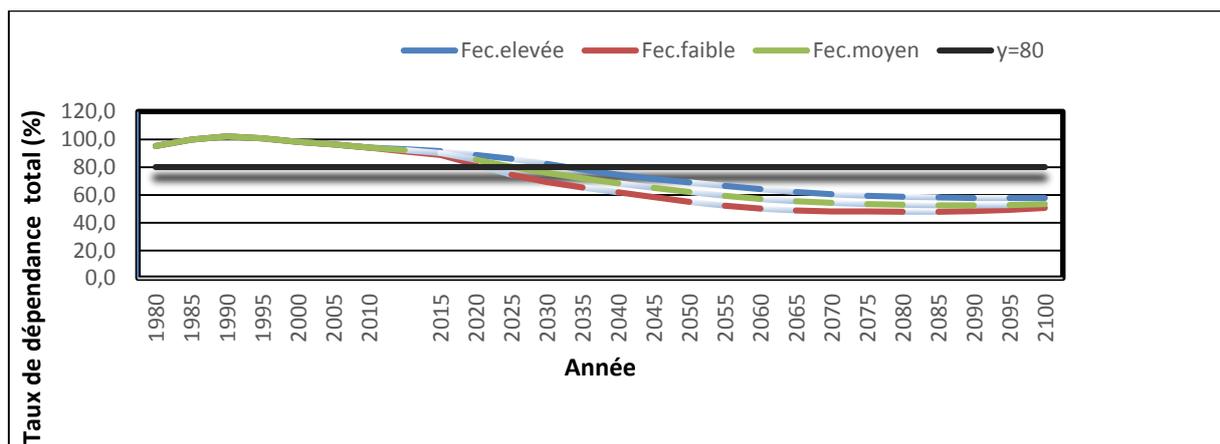
Source: Calculé sur la base des statistiques des Nations Unies (2008).

2. Tendence démographique au Burkina Faso.

Le rythme actuel d'accroissement annuel de la population burkinabè, qui est de l'ordre de 3,1%, pose sans doute des défis surtout en termes de satisfaction des divers besoins de la jeunesse (éducation, emploi, santé, etc.), particulièrement dans un contexte de ressources relativement limitées.

Toutefois en examinant les tendances démographiques dans une perspective de changement de la structure par âge, consécutivement à la transition démographique, le Burkina Faso pourrait, à l'instar du modèle asiatique, saisir l'opportunité d'une population d'âge actif proportionnellement plus nombreuse que la population dépendante (Graphique2), donc un rapport de dépendance démographique favorable à l'accroissement de la productivité et de l'épargne, en vue de donner un coup de pouce à la croissance économique.

Graphique 2 : Taux de dépendance totale de 1980 à 2050



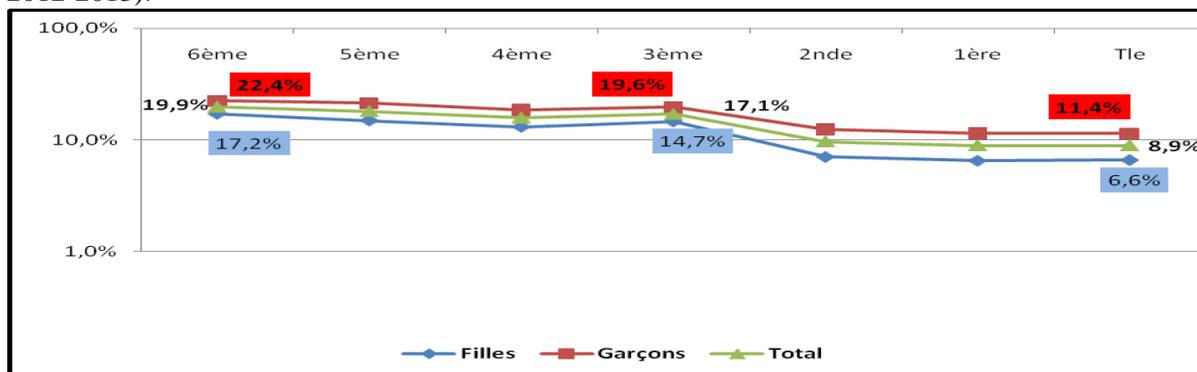
Source : Construit par l'auteur à partir des données de la Banque mondiale

3. Qualité de l'enseignement secondaire et supérieur au Burkina Faso

Le profil de scolarisation reconstitué présente le parcours de la génération d'élèves qui a achevé la classe de terminale en 2012/2013. On observe que seulement un enfant de 12 ans sur cinq

avait accès au 1^{er} cycle du secondaire en 2006/2007. Au cours de la progression de cette génération dans le système éducatif, les taux d'accès ont régulièrement régressé, passant de 19,9% en 6^{ème} à 9% en classe de terminale, ce qui indique une forte déperdition des effectifs scolaires. La disparité entre filles et garçons s'accroît au fur et à mesure de leur évolution vers les niveaux supérieurs. Ainsi, l'indice de parité à l'accès qui était de 0,77 quand la génération était en 6^{ème} chute à 0,58 en classe de terminale (Graphique 3).

Graphique 3: Profils de scolarisation de cohorte reconstituée (génération qui a achevé la terminale en 2012-2013).

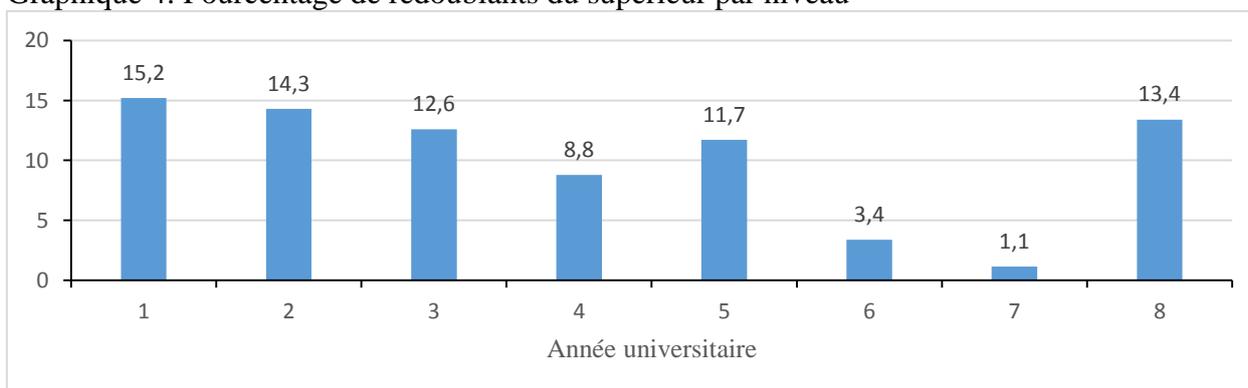


Source : Tableau de bord 2012-2013 des Enseignements post-primaire et secondaire (DGESS/MESS)

Le redoublement est un phénomène qui touche un nombre important d'étudiants au niveau de l'enseignement supérieur, soit une proportion de redoublants de 13,4% en 2012-2013 au niveau national (Graphique 4). L'on note une proportion plus élevée de redoublants au niveau du premier cycle du supérieur, même si celle-ci baisse au fur et à mesure qu'on avance dans le cycle (de 15,2% en première année à 8,8% en 4^{ème} année). Le relèvement du taux de redoublement en 5^{ème} année pourrait être le reflet du phénomène de la pratique par les médecins internes.

L'efficacité interne de l'enseignement supérieur semble s'être améliorée lorsqu'on compare les taux de redoublement entre 2007-2008 et 2012-2013. En effet, le taux de redoublement a significativement baissé dans tous les niveaux d'enseignement, passant de 21,0% à 13,4% en 2012-2013.

Graphique 4: Pourcentage de redoublants du supérieur par niveau



Source : Tableaux de bord de l'enseignement supérieur, 2012-2013.